

<p style="text-align: center;">REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION RELATIVE AUX ETENDUES RESPECTIVES DE LA ZONE CONCURRENTIELLE ET DE LA ZONE DE QUASI MONOPOLE DE L'OPERATEUR HISTORIQUE</p>
--

Enjeux

L'Autorité pose la question de l'extension, à moyen et long termes, de la zone de concurrence fondée sur l'accès aux infrastructures passives et de la zone résiduelle de quasi-monopole de l'opérateur historique. En effet, à terme :

- il y aura une zone que les opérateurs auront pu dégrouper ; tous les opérateurs y maîtrisent directement leurs services, la dynamique concurrentielle est vive, les parts de marché de l'opérateur historique et des opérateurs alternatifs tendent progressivement à s'équilibrer ; les opérateurs ayant un accès passif au cuivre achèteront naturellement des droits d'usage passif aux futurs réseaux optiques ; les répartiteurs y ont probablement vocation à devenir des points de présence multi technologies, et à servir de points d'appuis pour la collecte des réseaux mobiles très haut débit de tous les opérateurs ;
- dans la zone résiduelle, la concurrence sera fondée sur le seul bitstream ; l'expérience montre que les parts de marché cumulées des opérateurs alternatifs diminuent progressivement et tendent vers zéro (voir annexe 2) ; les services disponibles dépendent des choix techniques de l'opérateur historique au détriment de la dynamique concurrentielle ; n'ayant que peu d'abonnés et ne disposant pas de collecte, les opérateurs alternatifs n'auront aucun intérêt à souscrire des droits d'usage sur les réseaux de boucle locales optique déployés par les collectivités.

La principale question posée par la consultation nous semble être celle des moyens que peuvent mettre en œuvre les pouvoirs publics pour étendre la zone de concurrence par l'accès de plusieurs opérateurs aux infrastructures passives (LFO, cuivre, puis FTTH). Sur le long terme, la question des mesures palliatives qui pourraient être mises en œuvre sur la zone résiduelle de monopole (adaptation des offres activées bitstream résidentiel, DSLE, Aircom, CE2O, ...) nous semble plus secondaire.

Extension de la zone concurrentielle

Il n'existe aucune limite technique intrinsèque de densité ou de taille des nœuds de réseau pouvant être dégroupés. Free dégroupa plusieurs centaines de répartiteurs nouvellement créés et comptant moins de 300 lignes, par l'intermédiaire d'offres NRA-ZO et NRA-MED. La même architecture technique permettrait d'équiper des répartiteurs anciens comptant un nombre équivalent de lignes, ce qui représente la quasi-totalité du réseau.

La question de l'extension de la zone de concurrence par les infrastructures passives n'est donc pas technique, mais purement économique. Cette extension sera la conséquence des choix que devront faire les pouvoirs publics, par l'intermédiaire de la régulation d'une part et des orientations du programme national très haut débit d'autre part.

Sur la régulation

En matière de régulation des offres de gros, au moins deux pistes nous semblent pouvoir être explorées :

- pour les répartiteurs de petites taille, par exemple moins de 750 lignes, l'introduction d'une offre couplée d'hébergement et de collecte optique passive tarifée à la ligne ; [...]

- sur les répartiteurs de plus de 750 lignes, l'introduction d'une faculté d'achat des liens LFO sous forme d'IRU 20 ans et la formulation d'une offre d'hébergement mutualisé multi technologie (dégrouper, FTTH, FTTO, collecte mobile) ; cela permettrait aux opérateurs fixe et mobile d'amortir et de mutualiser leurs coûts fixes de présence.

Ces deux évolutions devraient être complétées par la hausse des plafonds de mise en service du dégroupage et de la LFO par l'opérateur historique à dix répartiteurs par mois et par département. De manière alternative, l'opérateur historique pourrait autoriser la contractualisation directe entre les opérateurs alternatifs et des sous-traitants agréés pour procéder aux aménagements nécessaires (pose de châssis, câbles et liens optique intra bâtiments) sans contrainte de rythme.

Ces mesures nous semblent de nature à permettre d'étendre le dégroupage à la quasi-totalité des répartiteurs en trois ans.

Sur l'intervention gouvernementale

Sous réserve de mise en place des mesures susmentionnées, l'action gouvernementale sur les réseaux de collecte pourrait se limiter à soutenir financièrement l'opticalisation des répartiteurs non encore équipés, sous réserve de commercialisation d'offres de gros adaptées. Le dispositif pour l'équipement des NRA non fibrés pourrait être proche de celui existant pour les NRA-MED.

Dans l'hypothèse où le cadre de régulation, seul, ne permettrait pas de mettre en place un dispositif suffisamment incitatif à l'extension du dégroupage, l'Etat pourrait se poser la question d'une intervention plus vigoureuse sur les réseaux de collecte. En tout état de cause, l'existence d'un réseau de collecte accessible à tous semble être un préalable au déploiement de FTTH en zone rurale.

Sur la zone de monopole réseau

Il n'est pas impossible qu'il existe une zone restreinte de monopole naturel, où seul l'opérateur historique installera à long terme ses équipements pour activer les réseaux filaires. Cette zone présentera à long terme de nombreux inconvénients et ne devrait pas excéder quelques pourcents du territoire, au plus.

Remonopolisation de la zone bitstream

En France, en zone non dégroupée, la part de marché cumulée des opérateurs alternatifs tend à décroître et devrait devenir quasi nulle à horizon trois à cinq ans. Les évolutions passées du bitstream (ATM, IP, Ethernet, bi-VC, ...) n'ont jamais modifié la dynamique concurrentielle. Rien ne permet d'affirmer que d'éventuelles évolutions futures soient de nature à l'inverser.

Au contraire, l'examen des statistiques publiées par la Commission européenne montre que

- la part de marché des offres de détail fondées sur le bitstream ne dépasse 30% dans aucun pays européen, et celle-ci tend à diminuer dans tous les pays ;
- dans les pays ayant fait le choix d'une concurrence fondée exclusivement sur le bitstream, la part de marché de l'opérateur historique est toujours supérieure à 80%.

Les données factuelles laissent penser que la part de marché de l'opérateur historique tendra vers 100%, ou sera au moins supérieure à 80%, dans la zone où les opérateurs alternatifs n'auront jamais accès aux infrastructures passives. Il est illusoire de penser que les opérateurs alternatifs pourraient acheter des droits d'accès passifs sur de futurs réseaux optiques dans les zones où ils n'auraient pas réussi à dégroupier le cuivre au cours des deux décennies précédentes.

Offres de bitstream enrichies

Nous pensons que l'éventuelle proposition par France Télécom d'une offre de bitstream TV serait un prétexte concurrentiel, dont l'objectif réel serait de permettre à l'opérateur historique de renforcer sa dominance en zone non dégroupée en y commercialisant des offres triple play.

L'introduction d'un bitstream TV (et l'éventuelle autorisation accordée à France Télécom de commercialiser du triple play en zone non dégroupée) ne nous semble pas répondre à un besoin impérieux sur le marché de détail. Les personnes habitant en zone non dégroupées reçoivent déjà en général la télévision et peuvent accéder aux offres délinéarisées par Internet. En revanche, le dégroupage permet un dynamisme commercial et technique (cloud, VDSL, ...) que la simple adjonction d'un canal de diffusion linéaire au bitstream ne permettra pas d'égaliser.

Finalement, si une zone devait perdurer à long terme comme étant en monopole de l'opérateur historique, il nous semblerait difficile d'en fixer administrativement les contours dès aujourd'hui. Les expériences de zonages réglementaires menées sur le FTTH ont montré la complexité de l'exercice. Il ne paraît pas indispensable de mettre en place un nouveau zonage pour le cuivre.

ANNEXE 1 : REPONSE DETAILLEE A LA CONSULTATION

Question 1 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs commentaires ou analyses quant aux incitations au dégroupage mises en place dans le cadre des analyses des marchés.

Les incitations à l'extension du dégroupage mises en place par l'Arcep ont rempli en partie leurs objectifs passés en permettant de dégroupier des NRA de plus en plus petits. Cette politique a permis aux principaux opérateurs alternatifs de couvrir en dégroupage 80% des lignes.

En revanche, le dispositif n'a pas permis d'assurer une équité concurrentielle entre les opérateurs. Orange, qui a une part de marché nationale un peu inférieure à 50% a réussi à équiper en DSL la totalité des répartiteurs dès la moitié de la dernière décennie. Les opérateurs alternatifs, avec une part de marché cumulée du même ordre de grandeur, n'ont pas été mis en capacité de dégroupier plus de la moitié des répartiteurs, une décennie plus tard.

En zone de dégroupage, la part de marché des de l'opérateur historique est de l'ordre de 33% sur le marché du DSL, alors qu'en zone non dégroupée sa part de marché est supérieure à 70%. France Télécom a vraisemblablement développé des stratégies de ralentissement de l'extension du dégroupage afin de conserver sa situation de quasi monopole en zone non dégroupée.

Question 2 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs commentaires ou analyses quant à l'action des RIP en matière de dégroupage.

L'action des RIP en matière de dégroupage a été utile, notamment comme aiguillon concurrentiel pour l'offre LFO de France Télécom. Depuis trois ans, les projets de RIP de collecte se sont quelque peu taris, et France Télécom a décidé de remonter les tarifs de son offre LFO (voir réponse à la question 7) sans que l'Arcep ne s'y oppose. Les achats directs des opérateurs aux collectivités sont néanmoins freinés par des coûts de transaction : négociations de contrats spécifiques, diversification de fournisseurs et des procédures de maintenance, pour des projets de quelques dizaines de répartiteurs. Un mécanisme juridique de la forme « NRA-MED » nous semblerait préférable (i) la collectivité définit son projet et met en concurrence les entreprises pour réaliser les travaux (ii) France Télécom assure ensuite une fonction de guichet unique vis-à-vis des opérateurs sur le marché de gros, à un tarif convenu.

Question 5 : Les acteurs sont invités à commenter le constat fait par l'ARCEP d'un ralentissement du rythme de l'extension du dégroupage.

Il n'y a pas de ralentissement du rythme d'extension du dégroupage par la société Free. Entre 2009 et 2012, le nombre de NRA dégroupés par Free a doublé, et le nombre de lignes adressables a augmenté d'un tiers. Free a annoncé à l'automne 2012 vouloir accélérer ce rythme, et a commandé à France Télécom 1 500 nouveaux répartiteurs, dont la liste a été publiée, permettant de desservir 1 500 000 lignes. Le nombre de répartiteurs dégroupés en 2013 pourrait être le record historique pour Free, alors que l'accroissement du nombre de lignes éligibles est constant depuis 7 ans (voir annexe 3). Si ce rythme n'était *in fine* pas tenu en 2013, ce ne serait que du fait France Télécom elle-même, qui bride le rythme de livraison des commandes passées. Il ne s'agirait alors pas d'un ralentissement « naturel » du rythme de dégroupage, mais d'une augmentation des freins à l'extension du dégroupage mis en œuvre par l'opérateur historique.

Question 7 : Les acteurs sont invités à commenter ces évolutions de l'offre LFO, les éventuelles insuffisances de cette nouvelle offre, et les effets qui en sont attendus sur la poursuite du dégroupage.

La dernière version de l'offre LFO propose la location de liens monofibres alors que les offres précédentes prévoyaient la mise à dispositions de paires de fibres. Les frais de mise en service ont été multipliés par trois. Les tarifs récurrents ont augmenté de 25% environ¹. La contrepartie de ces évolutions serait une réduction prévisionnelle du taux de saturation des fibres. L'augmentation éventuelle du taux de disponibilité est contrebalancée par un abaissement des volumes annuels de commande, à 650 répartiteurs par an, limitant la vitesse d'extension du dégroupage. Si l'opérateur historique s'était appliqué une limite identique, il aurait fallu 20 ans pour qu'il équipe tous les répartiteurs en haut débit, ce qui n'a manifestement pas été le cas. Les principales insuffisances de l'offre LFO sont les suivantes :

- limites de volumes de commande trop faibles limitant la vitesse d'extension du dégroupage
- ciseau tarifaire entre dégroupage par LFO et bitstream pour les NRA de moins de 750 lignes
- refus de vendre l'accès à la fibre noire sous forme de droit d'usage pouvant être amortis.

Les évolutions suivantes de l'offre LFO permettraient a contrario de favoriser l'extension du dégroupage et de permettre ainsi aux opérateurs alternatifs de combler le retard accumulé sur France Télécom :

- pour les NRA desservant moins de 750 lignes, introduction d'une offre de collecte et d'hébergement, non squeezer par rapport au prix de l'offre de bitstream ; [...]
- pour les NRA desservant plus de 750 lignes, l'offre LFO pourrait être complétée par une option d'achat sous forme d'IRU afin de permettre aux opérateurs alternatifs qui le souhaitent de pouvoir amortir les coûts de collecte, comme le fait l'opérateur historique pour ses propres besoins ; les limitations à la collecte optique des antennes mobiles devraient également être levées ;
- suppression des limites de volume de commande, à la fois pour LFO et pour le dégroupage, ou remontée à un plafond de l'ordre de 10 commandes par département et par mois.

Question 8 : L'ARCEP invite les acteurs privés et publics à l'informer sur leurs éventuels projets de déploiement de réseaux de collecte en fibre optique vers les NRA

Free a passé commande l'automne 2012 de 1500 répartiteurs, actuellement en cours de livraison. A conditions tarifaires inchangées, sous réserve de levée de limites de volumes de commandes, [...] répartiteurs supplémentaires pourraient être commandés. Sous réserve d'évolution des offres de dégroupage et de LFO (voir question 10) Free serait susceptible de dégroupier [...] répartiteurs supplémentaires [...]. Les répartiteurs restant à fibrer pourront être dégroupés sous réserve de l'existence d'une offre de gros adaptée (voir question 9).

Question 9 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter son analyse sur l'existence d'une taille minimale de NRA en-deçà de laquelle les conditions économiques pourraient s'avérer insuffisantes à la poursuite du dégroupage (...) sous hypothèse (1) que les tarifs sous-jacents au dégroupage n'évoluent que peu et (2) qu'il n'y a pas de mécanisme subventionnel.

L'hypothèse (2) est manifestement en décalage avec les annonces gouvernementales. La feuille de route très haut débit publiée par le gouvernement prévoit un mécanisme subventionnel de l'Etat à hauteur de 85% des coûts pour les réseaux de collecte dans le cadre des futurs projets publics.

Nous faisons l'hypothèse que ce niveau de subvention permettra d'assurer l'existence d'offres de gros identiques à celles en vigueur pour les NRA-MED, dont les tarifs sont :

¹ Du fait du changement de règle pour le calcul du tarif. Dans les offres précédentes, le tarif du lien optique était fonction du plus petit des deux NRA extrémité, alors que dans la nouvelle offre il s'agit du NRA « destination ».

Taille du site	0 à 99LP	100 à 199LP	200 à 299LP	300 à 449LP	450 à 599LP	600 à 749LP
prix mensuel pour un emplacement et un lien de collecte fibre	20,00 €	50,00 €	80,00 €	120,00 €	170,00 €	230,00 €

Free dégroupé 100% des NRA-MED. Nous pensons donc pouvoir dégroupé 100% des répartiteurs restant à équiper en fibre, qui bénéficieront de subventions publiques, sous réserve de disposer d'une offre de gros identique à l'offre NRA-MED.

Question 10 : L'ARCEP invite les acteurs à se prononcer sur le constat fait par l'Autorité d'une limite à l'adaptation, par la régulation, des conditions économiques du dégroupage des petits NRA.

Nous ne sommes pas convaincus que la régulation ne peut plus évoluer pour favoriser le dégroupage vers les petits répartiteurs.

L'offre bitstream est réputée orientée vers les coûts, et n'est probablement pas vendue en dessous des coûts, car il s'agirait alors d'une prédation qualifiable en droit de la concurrence dans une zone France Télécom est déjà archi-dominant sur les marchés de gros et de détail. Sur les répartiteurs non dégroupés, ou au moins sur les plus petits d'entre eux, au dessous de 750 lignes, nous suggérons de tarifier les prestations d'hébergement et de collecte dégroupage selon un mode de tarification similaire à celle du bitstream. Les prestations sont en effets relativement similaires :

- l'accès bitstream recouvre, pour 12 € par mois, la paire de cuivre et les frais d'hébergement (châssis, énergie, climatisation, ...) au répartiteur
- la collecte bitstream recouvre à la fois les frais de « location » du réseau fibre dans sa part fixe, 4 € par mois, et les coûts des équipements actifs par sa part variable au débit

Il serait possible d'introduire une prestation d'hébergement dégroupage et de collecte LFO tarifiée à la ligne sur le marché de gros du dégroupage (i.e. proportionnel au nombre de lignes dégroupées sur un répartiteur). Le niveau tarifaire serait fixé comme :

$T = \{\text{tarif du bitstream nu} - \text{tarif de la paire de cuivre} + \text{tarif de la part fixe de la collecte bitstream}\} - \{\text{coûts spécifique bitstream, dont DSLAM et routeurs}\} + \{\text{coûts spécifiques dégroupage, dont fibre noire dédiée}\}$

La formule ci-dessus nécessite quelques explications :

- le dimensionnement et le coût de l'énergie et de la climatisation sont linéaires au nombre de lignes haut débit : ils se neutralisent entre dégroupage et bitstream et n'apparaissent donc pas ; de même pour le système de contrôle d'accès et les câbles de renvois ;
- le châssis est en général dédié : il devrait apparaître en coût spécifique dégroupage ; mais dans les petits répartiteurs, nous pensons qu'un même châssis peut être mutualisé par superposition des DSLAM de plusieurs opérateurs, dont France Télécom, ce qui n'induit donc pas de surcoût ;

Le coût d'un réseau de collecte est largement indépendant du nombre de fibres déployées. Dans une approche CMILT, le coût incrémental d'une fibre est quasi nul. Le système de comptabilité de France Télécom alloue semble-t-il le coût des câbles de collecte par fibre², mais il ne faut pas en être captif. France Télécom elle-même n'en est pas captive : lors de la dernière évolution de l'offre LFO, France Télécom est passé d'une offre bifibres à une offre monofibre sans faire diminuer ses tarifs pour les répartiteurs de plus de 1500 lignes. Hors

² Dans le système comptable, 10 fibres « coûtent » 10 fois plus cher qu'une seule fibre, alors que le coût de déploiement de 10 fibres est quasi identique au coût de déploiement d'une seule fibre, à 5% près

liaisons complètement saturées, le coût spécifique de fibre noire dédiée pourrait être égal aux coûts incrémentaux de mise à disposition.

Question 16 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter les objectifs de régulation proposés dans cette zone et à proposer, le cas échéant, d'autres objectifs qu'ils jugent pertinents.

La décision n° 2011-0668 de l'Autorité indiquait : « *En ce qui concerne le haut débit, l'Autorité de la concurrence note qu'il y a lieu de se féliciter du succès du dégroupage et du développement incontestable de la concurrence qui en résulte sur le marché de détail du haut débit dans les zones denses. Néanmoins, dans les zones moins denses du territoire, l'Autorité de la concurrence souligne que « Orange maintient des parts de marché élevées, d'une part, auprès de la clientèle résidentielle [...], d'autre part, auprès de la clientèle professionnelle de manière semble-t-il assez générale. Ces situations justifient un effort soutenu de la part du régulateur sectoriel. » Cet effort pourrait se concentrer sur un contrôle plus poussé de l'offre LFO de France Télécom* ».

Depuis deux ans, le contexte ne nous semble pas avoir suffisamment changé pour induire une remise en cause de la stratégie d'extension du dégroupage poursuivie par l'Autorité de régulation et soutenue par l'Autorité de concurrence. Or, par ses effets, le zonage suggéré par la consultation serait contraire aux efforts de dégroupage soutenus jusqu'à aujourd'hui.

Le seul objectif pertinent de la régulation pour les zones non encore dégroupées nous semble être de les rendre économiquement dégroupables, puis techniquement dégroupées, dans les délais les plus courts possibles, en continuité de la stratégie de régulation poursuivie depuis dix ans.

Question 14 : Dans la perspective de cet éventuel zonage, l'ARCEP invite les acteurs à formuler leurs remarques quant aux principes d'un tel dispositif. Par ailleurs, l'ARCEP invite les opérateurs à identifier, et à lister, les NRA qui pourraient être la cible de leur dégroupage à venir et les caractéristiques (et/ou donner la liste) des NRA qui n'entrent pas dans leur cible de dégroupage à venir, à horizon de la prochaine analyse de marché.

Il est extrêmement difficile de donner une liste, car (i) nous raisonnons par chaînage et non répartiteur par répartiteur (ii) l'offre LFO peut être modifiée unilatéralement par France Télécom. Ainsi que mentionné en réponse à la question 10, les tarifs ont augmenté de plus 25% il y a six mois. La régulation pourrait permettre de baisser les tarifs dans le futur, ou France Télécom pourrait les monter encore sans que l'Arcep n'arrive à s'y opposer. L'extension du dégroupage dépendra d'évolutions futures que nous ne connaissons pas.

Question 15 : L'ARCEP invite les acteurs à formuler leurs remarques sur l'analyse concernant la situation de l'offre de services haut débit DSL permise pour chaque acteur dans chacune des zones. Par ailleurs, l'ARCEP invite les acteurs à fournir tous les éléments permettant d'effectuer une analyse de substituabilité entre l'offre haut débit en zone dégroupée et l'offre de haut débit composite dans la zone non dégroupée.

L'analyse de la substituabilité ou non des offres DSL + satellite et DSL dégroupée ne paraît pas pertinente pour les raisons suivantes :

- l'offre DSL + satellite et l'offre DSL dégroupée ne sont pas proposées en concurrence l'une de l'autre. Les territoires de commercialisation de ces offres ne se recoupent pas, l'offre DSL + satellite n'est disponible que dans les zones non-dégroupées ou lorsque le débit ne permet pas l'acheminement des services audiovisuels. La question de la substituabilité ne se pose donc pas, il n'est pas proposé à un abonné en zone dégroupée d'installer une antenne parabolique pour recevoir les services de communication audiovisuelle linéaires.
- la consultation en limitant son analyse à la disponibilité ou non d'offres de services de communication audiovisuelle ne tient pas compte du fait qu'en zone non-dégroupée la demande n'est pas tant de disposer de ces services que de disposer des mêmes offres qu'en zone dégroupée. Pour cela, les

opérateurs doivent être en mesure de proposer les mêmes services en zone dégroupée et non-dégroupée. Cela nécessiterait la réalisation de développements spécifiques tant chez les opérateurs proposant des offres de gros d'accès activées que chez les opérateurs de détail. De tels développements seraient déraisonnables pour les opérateurs alternatifs. Ils ne serviraient qu'à adresser ces services à un potentiel de lignes haut débit de quelques pourcents.

- la consultation ne tient pas compte du fait que les offres de bitstream ne permettent pas, seules, de garantir l'ouverture des marchés haut débit à la concurrence ; les analyses des marchés 4 et 5 ont mis en évidence le fait que dans les zones non-dégroupées l'opérateur historique dispose de parts de marché élevées et les augmente ; il s'agit d'un état de fait homogène en Europe, où comme le montre l'annexe 2, les marchés haut débit ne s'ouvrent réellement à la concurrence qu'avec le dégroupage.

Développer et privilégier des offres bitstream en 2013 constituerait un retour en arrière, au détriment des opérateurs alternatifs et à moyen terme, des consommateurs.

Question 17 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter les objectifs de régulation proposés dans cette zone et à proposer, le cas échéant, d'autres objectifs qu'ils jugent pertinents.

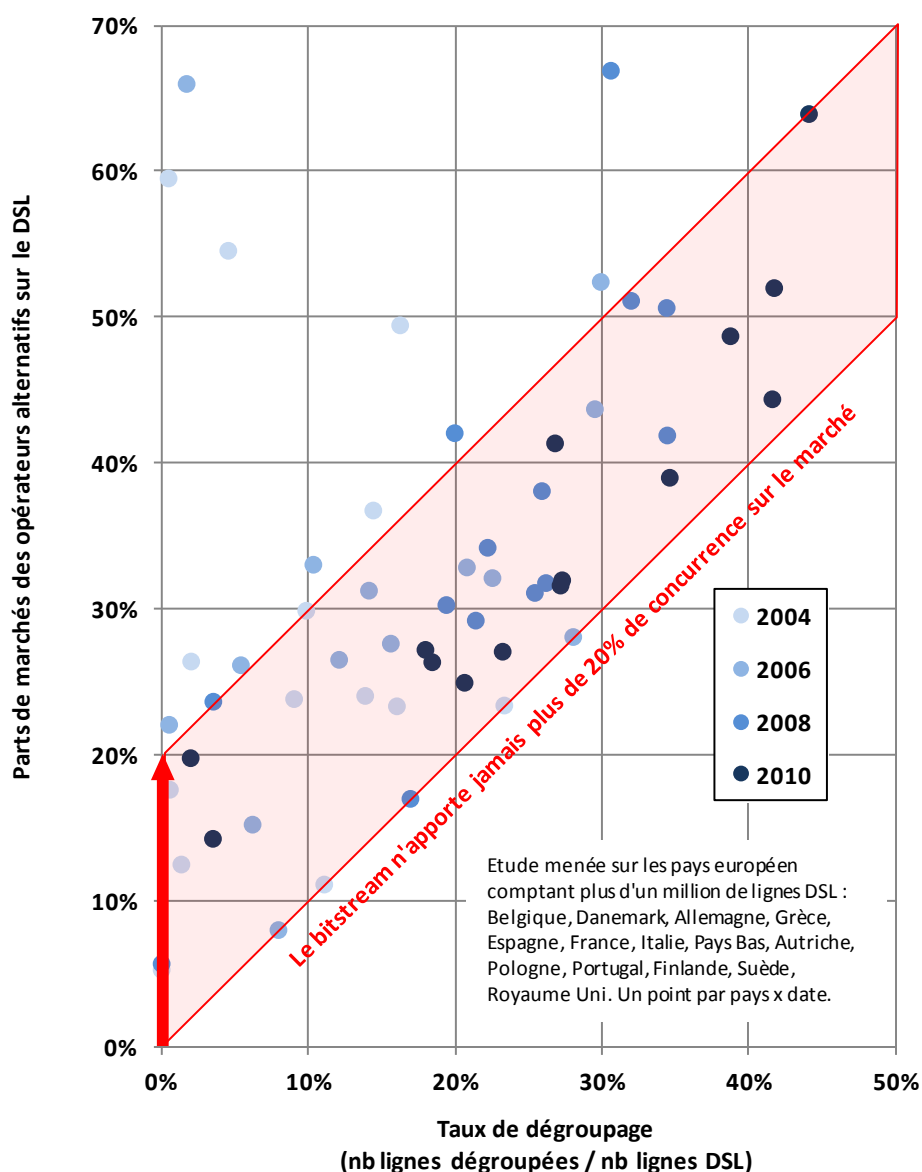
Nous pensons que le seul objectif de régulation raisonnable à long terme dans le contexte national est d'étendre la zone de dégroupage afin que la zone non dégroupée n'existe plus.

Question 18 et 19 : L'ARCEP souhaite consulter les acteurs sur les mesures envisageables qui pourraient permettre aux opérateurs alternatifs de fournir à leurs abonnés des services enrichis en dehors des zones dégroupées. L'ARCEP souhaite consulter les acteurs sur les mesures envisageables pour permettre l'ouverture des services audiovisuels sur DSL là où France Télécom est le seul opérateur présent.

Nous ne pensons pas que la fourniture de services audiovisuels en bitstream soit de nature à inverser la dynamique de remonopolisation en zone non dégroupée. Nous pensons que la fourniture de services audiovisuels par Orange sur DSL n'est ni une impérieuse nécessité, ni une finalité en soit. La plupart des ménages en zone non dégroupée reçoivent déjà la télévision hertzienne et peuvent accéder aux services délinéarisés par Internet. En revanche, la fourniture de ces services audiovisuels par Orange dans ces zones contribuerait à limiter l'extension du dégroupage, avec des effets négatifs sur la concurrence, l'investissement et la capacité des collectivités à trouver, à terme, des acheteurs pour leurs projets de boucle locale optique.

ANNEXE 2 : UNE ZONE BITSTREAM EST UNE ZONE EN QUASI MONOPOLE

L'analyse de la dynamique concurrentielle dans les grands pays européens (Belgique, Danemark, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Italie, Pays Bas, Autriche, Pologne, Portugal, Finlande, Suède, Royaume Uni) montre que le bitstream ne permet pas l'émergence d'une concurrence significative et pérenne. Le graphique ci-dessous représente la part de marché des opérateurs alternatifs sur le marché du DSL en fonction du taux de dégroupage. Le bitstream n'apporte jamais plus de 20% de concurrence sur le marché de détail et cette proportion diminue dans le temps. Dans les pays où le dégroupage est peu développé (Belgique et Pologne), le marché l'opérateur historique détient 80% de parts de marchés DSL. Définir en France des zones « non dégroupables » reviendrait à établir des zones de quasi-monopole de France Télécom, au détriment des consommateurs et des collectivités sur le long terme.



ANNEXE 3 : DYNAMIQUE D'EXTENSION DU DEGROUPEMENT FREE

